

**MEETING OF THE TERRITORIAL DEVELOPMENT POLICY COMMITTEE (TDPC)
AT MINISTERIAL LEVEL
“INVESTING FOR GROWTH:
BUILDING INNOVATIVE REGIONS”**

**Speech of Secretary General for Investments and Development
of Ministry of Economy and Finance, Mr. Spyros Efstathopoulos**

Session I (10:00-11:30): Regions, National Objectives and Global Challenges

31 March 2009, OECD Conference Centre, Paris

Monsieur le Secrétaire General adjoint de l'OCDE,
Madame la Commissaire européenne
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Excellents Ambassadeurs
Mesdames et Messieurs.

C'est avec beaucoup de plaisir que j'assiste aujourd'hui à votre réunion interministérielle, réunion aussi intéressante que d'actualité concernant le rôle qui peut être joué par la politique régionale, pour faire face à la crise économique mondiale.

Nous avons tous pris conscience des difficultés engendrées par la crise économique et financière, que nous vivons actuellement. Mais les conséquences de cette crise ne s'arrêtent pas aux seuls domaines économique et financier.

L'impact et aussi important dans notre vie politique et sociale.

Mais il est plus difficile de faire face aux problèmes sociaux lorsque la crise affecte également le secteur économique.

Il faut donc une approche multilatérale et une gestion plus habile puisque les conséquences de la crise touchent des sujets complexes qui influencent et qui sont en même temps influencés par des paramètres très différents entre eux.

Afin de surmonter les obstacles et trouver des solutions adéquates pour s'en sortir le vite possible, une coopération étroite de tous les acteurs impliqués s'avère nécessaire.

Le but de cet effort doit être la construction d'une économie stable, transparente et juste, comme l'a déjà bien recommandé l'OCDE.

C'est le partage des bénéfices de la prospérité entre les régions, les villes et les hommes, qui établit la base d'une économie juste.

La politique régionale a montré dans le passé qu'elle constitue l'instrument efficace pour réduire les disparités économiques et sociales.

L'Union Européenne, préconise à la fois la solidarité et la compétitivité pour faire converger ses régions.

Mon pays a eu la chance de voir ses régions profiter pleinement de cette politique européenne avec des effets très positifs.

L'élément essentiel consiste non seulement en l'augmentation du revenu des habitants, mais également en la profonde mutation des infrastructures, des entreprises compétitives et des services sociaux qui ont été développés.

Ajoutons ici le processus de la programmation à long terme, la gouvernance qui a été mise en place et l'idée des interventions intégrées.

Précisément ce sont ces réformes qui ont été les plus difficiles à mettre en place et nombreuses sont celles qui restent encore à faire sur la réalisation des projets intégrés, la diffusion de la connaissance ou même encore le rapprochement des acteurs.

Nous avons déjà eu des crises, mais celle que nous vivons actuellement se présente de façon plus complexe dans la mesure où elle s'accompagne d'une série d'autres problèmes ayant un impact international, tels le changement climatique, l'évolution démographique, l'immigration, le défi énergétique et l'environnement.

La crise économique actuelle et le changement climatique influencent profondément l'ensemble des régions européennes. Néanmoins, il est bien

nécessaire de se pencher sur ces problèmes spécifiques, analyser et préciser leurs impacts, aussi importants et divers soient-ils sur chaque région.

En d'autres termes, il est important de rechercher les impacts territoriaux des enjeux précédents. Puisqu'il est évident que les politiques choisies, pour qu'elles soient efficaces, doivent être adaptées aux spécificités du territoire.

Nous trouvons plusieurs exemples qui renforcent cette thèse, comme les poches de pauvreté dans les villes, les régions avec des handicaps géographiques et sociaux, comme par exemple les territoires insulaires, montagneux et éloignés, ou encore les régions rurales.

Toutes celles-ci étant fortement plus vulnérables et n'ayant qu'une étroite marge de manœuvre pour absorber les chocs de telle nature.

Là encore, la politique régionale a des réponses adéquates à donner, à travers des solutions spécifiques et adaptées et elle pourrait, j'en suis sûr, mieux contribuer à la croissance durable et à la cohésion sociale.

En outre, elle permet d'affronter d'une manière équitable les problèmes rencontrés dans les régions de l'Union européenne, mais surtout elle a un autre rôle important à jouer : celui de localiser les potentialités principales de chaque région, ses avantages comparatifs et de contribuer à leurs mise en valeur et à leur transformation en avantages concurrentiels.

Le rôle de la politique régionale demeure crucial, car elle apporte la dimension territoriale aux paquets financiers avec une précision appropriée aux actions et une simplification du cadre institutionnel de façon à accélérer leurs applications.

Dans ce contexte, la problématique proposée par l'OCDE sur l'ancien et le nouveau paradigme de la politique régionale est plus que jamais d'actualité. Nous remercions donc, le Comité du Développement Territorial de l'OCDE pour le fructueux travail réalisé durant cette période. Nous sommes convaincus qu'une politique régionale forte et intégrée, qui met en avant les avantages comparatifs des régions et la gouvernance multi-niveaux et

démocratique, pourrait non seulement diminuer les effets de la crise actuelle mais constituerait aussi le modèle de développement de demain.